

DANEMARK

L'économie danoise sort progressivement de la récession, mais le redressement devrait être modéré. Les mesures de relance continueront de soutenir la croissance en 2010, et la reprise devrait s'affermir en 2011.

Les déficits budgétaires semblent devoir rester à un niveau historiquement élevé au cours des deux prochaines années, et le gouvernement devrait adopter des mesures d'assainissement une fois la reprise installée afin de revenir à une situation plus viable et contenir les tensions sur les taux d'intérêt à long terme. Les mesures d'assainissement devront être accompagnées de réformes structurelles visant à accroître l'offre de main-d'œuvre.

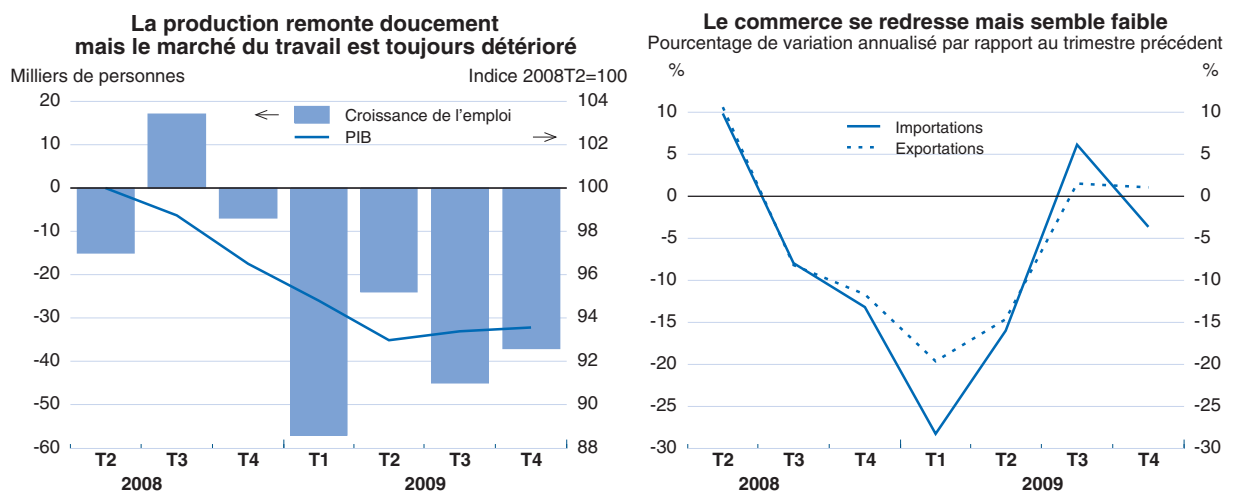
Une reprise timide est en cours

L'économie danoise a amorcé une lente reprise au second semestre de 2009. Le redressement est jusqu'à présent tiré par la demande publique et la consommation privée, qui s'est raffermie à la faveur de mesures vigoureuses de relance monétaire et budgétaire. Les exportations n'ont que modérément augmenté, en raison de l'érosion de la compétitivité induite les années précédentes par une inflation salariale relativement élevée, une faible croissance de la productivité et l'appréciation du taux de change. À terme, la confiance des entreprises dans le secteur industriel et les services augure d'une poursuite de la reprise, mais une contraction est à craindre dans le secteur de la construction.

La récession a durement frappé le marché du travail

L'emploi s'est effondré et le chômage est monté en flèche au cours de la récession, ce qui a fait baisser l'inflation salariale et amélioré la compétitivité. Le recul de l'emploi devrait se poursuivre en 2010, même si l'essentiel du déclin s'est opéré en 2009, mais il se redressera en 2011 lorsque la reprise se consolidera.

Danemark



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 87.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932311460>

Danemark : Demande, production et prix

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Prix courants milliards de DKK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	786.6	2.4	-0.2	-4.6	2.1	2.7
Consommation publique	422.6	1.3	1.6	2.5	1.3	0.5
Formation brute de capital fixe	353.4	2.8	-4.8	-12.0	-4.2	3.4
Demande intérieure finale	1 562.6	2.2	-0.8	-4.2	0.6	2.2
Variation des stocks ¹	17.3	-0.3	0.3	-2.0	0.9	0.0
Demande intérieure totale	1 579.8	1.9	-0.5	-6.3	1.2	2.2
Exportations de biens et services	849.6	2.2	2.4	-10.4	2.4	4.9
Importations de biens et services	797.7	2.6	3.3	-13.2	2.5	5.4
Exportations nettes ¹	51.9	-0.1	-0.4	1.2	0.0	-0.1
PIB aux prix du marché	1 631.7	1.7	-0.9	-4.9	1.2	2.0
Déflateur du PIB	—	1.9	3.6	0.4	2.0	1.8
<i>Pour mémoire</i>						
Indice des prix à la consommation	—	1.7	3.4	1.3	2.1	1.8
Déflateur de la consommation privée	—	2.0	3.2	1.3	2.0	1.7
Taux de chômage ²	—	3.6	3.2	5.9	7.2	6.9
Taux d'épargne des ménages ³	—	-3.2	-2.4	3.2	4.9	3.5
Solde des administrations publiques ⁴	—	4.8	3.4	-2.8	-5.5	-4.8
Balance des opérations courantes ⁴	—	1.5	2.2	4.0	3.2	2.7

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. Sur la base de l'enquête de la population active, diffère du taux de chômage déclaré.

3. En pourcentage du revenu disponible, consommation de capital fixe des ménages exclue.

4. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 87.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932313607>

Les marchés des capitaux et du logement se stabilisent

Les conditions de crédit se sont assouplies et les prêts bancaires aux ménages et aux entreprises se stabilisent. Le marché immobilier semble lui aussi avoir passé le creux de la vague ; les prix nominaux des logements ne baissent plus et les transactions reprennent. Toutefois, les stocks de logements invendus restent importants et le démantèlement des mesures de relance monétaire et budgétaire pourrait maintenir la demande de logements à un bas niveau.

La politique monétaire et budgétaire reste expansionniste

La banque centrale poursuit sa politique de baisse des taux d'intérêt pour faire face à l'appréciation de la couronne induite par les écarts de taux du marché monétaire par rapport à la zone euro. La politique budgétaire amplifiera la dynamique imprimée par les faibles taux d'intérêt en 2010, grâce à un investissement public élevé et à la réforme fiscale en cours.

Des réformes structurelles doivent compléter les efforts d'assainissement des finances publiques

Sur la période de projection, le déficit des administrations publiques ne devrait baisser que modérément. Le redressement de la croissance, la décélération de l'investissement en capital fixe au niveau des administrations locales et les mesures d'assainissement prévues en 2011 et annoncées par le gouvernement en avril 2010, contribueront à résorber le déficit. Bien que les réductions des budgets d'exploitation des

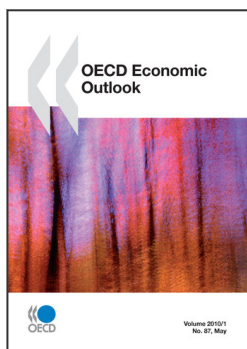
ministères ouvriront la voie à des dépenses supplémentaires dans le domaine de l'éducation et de la santé, au total, les dépenses publiques devraient désormais augmenter moins rapidement. Toutefois, dans un contexte de dépassement récurrent des objectifs de dépenses publiques ces dernières années, des mesures de restriction efficaces, tant au niveau de l'administration centrale que des collectivités locales, s'imposent pour contenir les tensions sur les taux d'intérêt à long terme. En outre, en complément des mesures prévues d'assainissement budgétaire, le gouvernement devrait envisager des réformes de nature à stimuler l'offre de main-d'œuvre.

La reprise timide devrait se poursuivre

La reprise économique devrait se poursuivre en 2010-11. La consommation privée restera un important moteur de cette reprise, étayée par les mesures vigoureuses de relance monétaire et budgétaire prises en 2010 et par l'amélioration de la situation du marché du travail en 2011. Dans un premier temps, le redressement des exportations sera vraisemblablement modeste en raison des pertes antérieures de compétitivité. Toutefois, la modération salariale et le rebond conjoncturel de la productivité devraient accroître la compétitivité et dopper à terme les exportations. L'inflation globale s'inscrit en hausse en 2010, sous l'effet de l'augmentation des droits d'accise et des prix de l'énergie, mais l'important écart de production qui persiste contiendra l'inflation en 2011.

Les principaux risques sont liés au marché immobilier et aux exportations

La croissance pourrait être freinée si le retrait des mesures de relance de nature macroéconomique devait se traduire par une chute des prix des logements et une hausse des ventes forcées de biens immobiliers. Toutefois, le rythme de la reprise pourrait aussi étonner par sa vigueur si la compétitivité se rétablit plus vite que prévu et permet à l'économie de bénéficier davantage du rebond du commerce mondial.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 1

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Danemark », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-1-17-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.